

***Problèmes économiques
et intervention publique***

Séance 1
Problématiques générales

Principe général du cours

Contenu du cours

Objectifs, moyens d'actions et résultats des politiques

Organisé par grand thème, un par séance

Présentation générale des enjeux et mécanismes théoriques

Descriptions des politiques existantes

Éléments sur leurs évaluations

Supports de cours

Diapositives téléchargeables sur le site du cours

<http://carbonnier.eu/intro.html>

Livret de cours : résumé des notions et exercices

Manuels pour aller plus loin

<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>

Politiques sociales, Presses de sciences Po. Dalloz - verte - 364 Pol

Économie des politiques publiques, La Découverte - viol. - 336.1 ECO

Deux séances par semaine

Première séance : cours

Les notions essentielles sont expliquées

N'hésitez pas à poser des questions !

Pour clarifier, évoquer un doute ou un contre-argument

Deuxième séance : travaux dirigés

QCM pour vérifier les notions

Puis des exercices variés

Commentaires de textes ou de graphiques

Constructions de graphiques

Mises en situation chiffrée

Tous les énoncés sont dans le livret de cours

Les textes sont à lire avant le TD

Évaluation des connaissances

Deux examen écrits de contrôle continu

QCM du type de ceux faits en travaux dirigés

5 minutes, 1 point par question

En début de TD, séances 3, 6 et 8

Compte pour 40 % de la note finale

Examen final en fin de session

Trois parties, 2 heures, compte pour 60 % de la note finale

1. QCM du type de ceux faits en travaux dirigés

2. Questions de cours à rédiger (un court paragraphe)

3. Exercice du type de ceux faits en travaux dirigés

Plan du cours

Séance 1 : Problématiques générales

Séance 2 : Politiques environnementales

Séance 3 : Concurrence et politiques industrielles

Séance 4 : Travail et emploi

Séance 5 : Politiques publiques et genre

Séance 6 : Politiques envers les aîné·e·s

Séance 7 : Santé

Séance 8 : Pauvreté et redistribution

Plan de la session

1. Variétés de capitalismes
2. Évolution des politiques publiques
3. La vision des imperfections de marché
4. Politiques publiques néolibérales

Plan de la session

- 1. Variétés de capitalismes**
2. Évolution des politiques publiques
3. La vision des imperfections de marché
4. Politiques publiques néolibérales

Le système économique capitaliste

Qu'est-ce qu'un système économique ?

Un ensemble d'institutions

Organisant la production/distribution des biens et services

Qu'est-ce qu'une institution ?

Des lois, des coutumes

Des organisations publiques ou privées

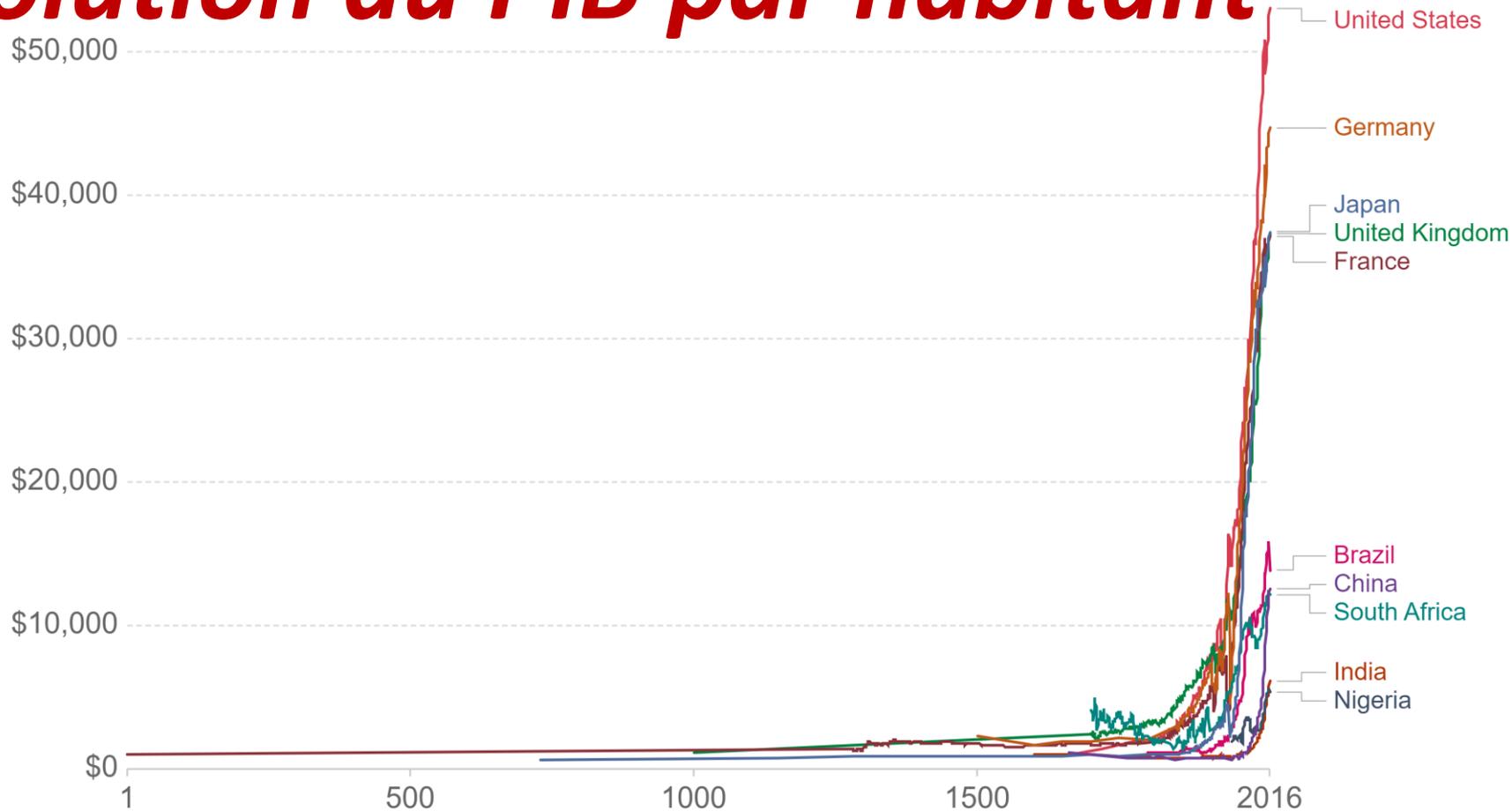
Encadrant et régissant les interactions entre individus

Qu'est-ce qui définit le capitalisme ?

Quelles institutions ?

Quelles différences dans le temps ? Entre pays ?

Évolution du PIB par habitant



Des tentatives d'explications

Pas la production avec machines/outils et travail

Existe bien avant, ce qui change est la manière de l'organiser

Pas uniquement les marchés

Mais extension des marchés pour les moyens de production

Fin du servage et montée du salariat (marché du travail)

Du fief médiéval à la propriété foncière (marché de la terre)

Développement des outils financiers (marché des capitaux)

Pas uniquement la propriété

Mais modification juridique de celle-ci

Usus, abusus, fructus → principe d'accumulation (croissance)

Une proposition de définition

Le capitalisme est une famille de systèmes économiques basés sur la propriété privée des moyens de production (et leur accumulation), ainsi que la coordination de la production et de la distribution des richesses par des mécanismes de marché.

Les marchés sont des institutions sociales permettant d'établir un lien entre des individus de manière réciproque (le transfert d'un bien ou d'un service a pour contrepartie directe un transfert dans le sens inverse) et volontaire (l'échange doit donc paraître bénéfique aux deux parties).

Des régulations du capitalisme

Définition définit des familles de systèmes

Différentes régulations de l'activité économique

L'institution des marchés ou de règles s'y imposant

Production/distribution hors-marchés de biens et services

Volonté de classer les familles de capitalismes

Gøsta Esping-Andersen (1990) *The Three Worlds of Welfare Capitalism*

Trois types d'États providence

Libéral (USA, UK) : filet de sécurité, assistance minimale

Corporatiste (Allemagne, France) : partenaires sociaux

Social-démocrate (Scandinavie) : couverture universelle

Variétés de capitalisme

Peter A. Hall & David Soskice (2001) *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*

Centré sur les entreprises

Comment se coordonnent entre elles et avec autres acteurs

Cas type *coordinated market economy* : Allemagne

Négociations collectives de branche, protection de l'emploi
Formation professionnelle ; Financements de long terme
Innovations partagées

Cas type *liberal market economy* : USA

Marché du travail fluide
Formation générale hors entreprises ; Finance de marché
Innovation de capital-risque

Les cinq capitalismes

Bruno Amable (2003) *The diversity of modern capitalism*

Mêle des indicateurs sur différentes institutions

Concurrence sur les marchés de biens et services
Marché du travail ; Éducation/formation
Finance ; Protection sociale

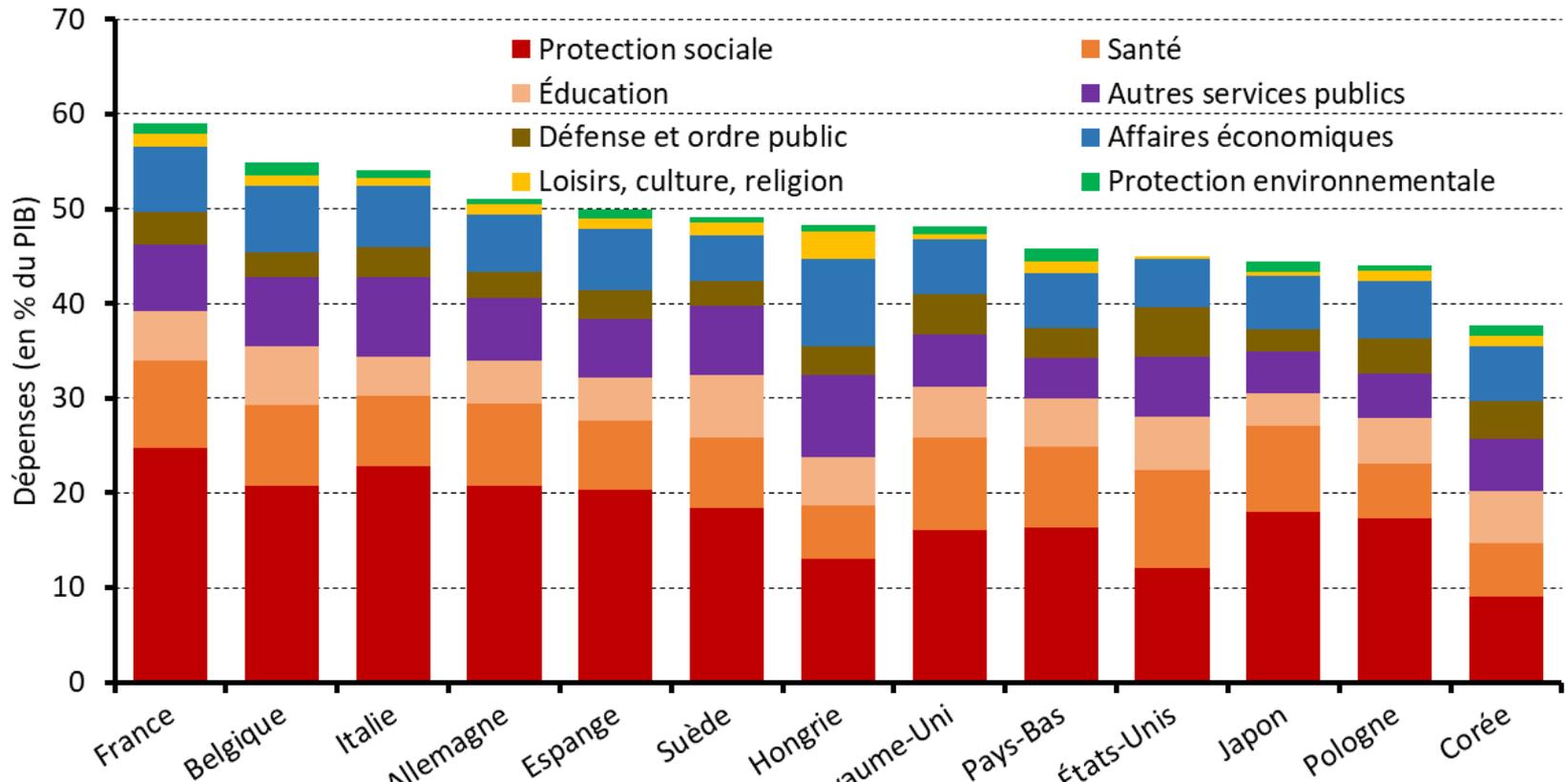
Analyse en composante principale

Modèle néolibéral (USA, Australie, Canada, UK)
Modèle continental (Fra, Allemagne, P-B, Belgique, Norvège)
Modèle social-démocrate (Danemark, Finlande, Suède)
Modèle « méditerranéen » (Espagne, Grèce, Italie, Portugal)
Modèle asiatique (Japon, Corée du sud).

Plan de la session

1. Variétés de capitalismes
- 2. Évolution des politiques publiques**
3. La vision des imperfections de marché
4. Politiques publiques néolibérales

Dépense publique



Les types de biens

Biens inférieurs

Consommation décroît avec le revenu

Besoins de base, avec cas extrême des biens de Giffen

Biens normaux

Consommation croît moins vite que le revenu

La part dans le budget décroît

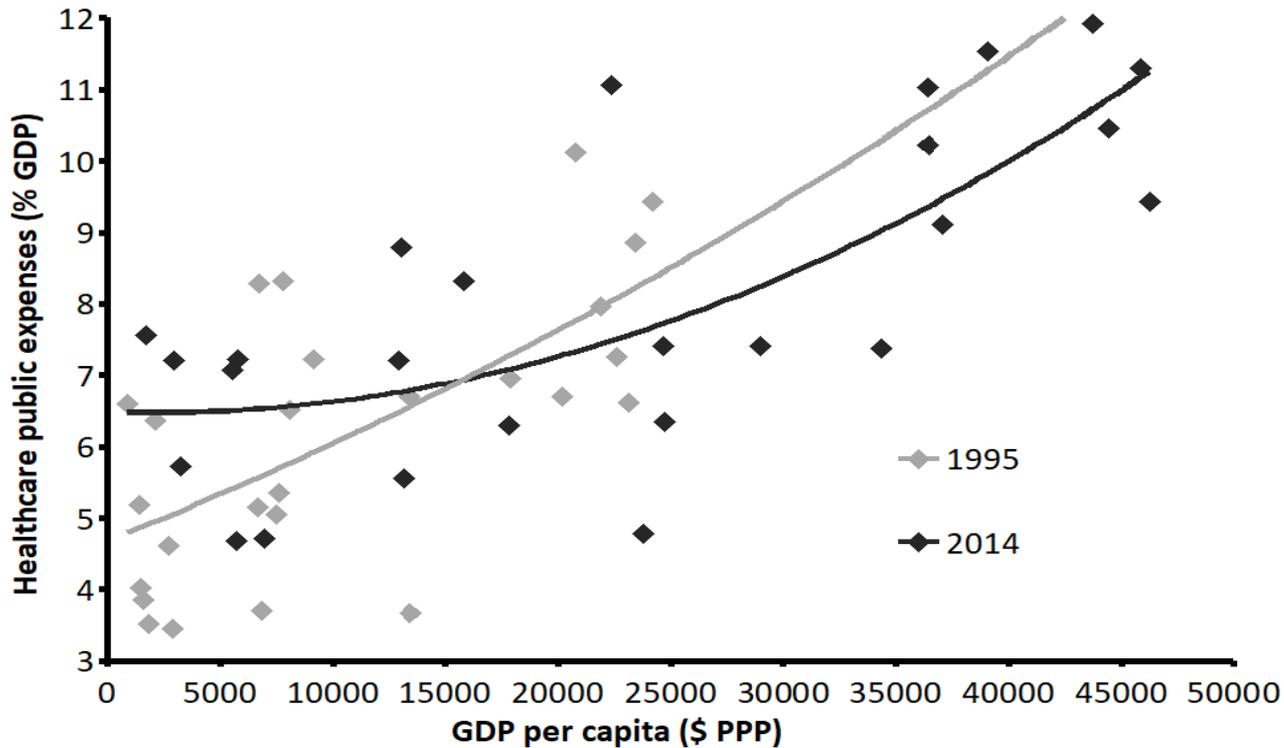
Biens supérieurs

Consommation croît plus vite que le revenu

La part dans le budget croît

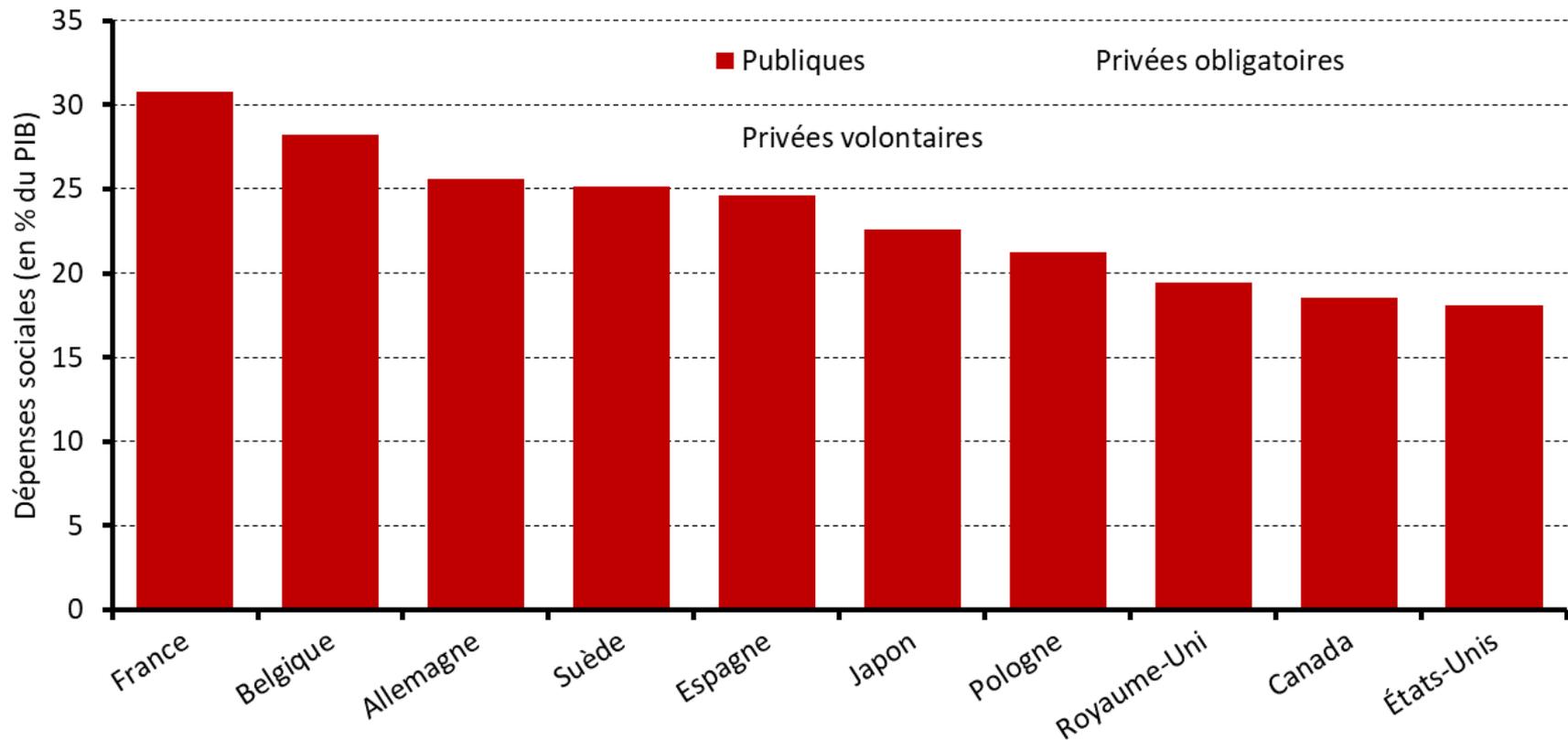
Biens de luxe, assurances en général, dépenses sociales

Loi de Wagner

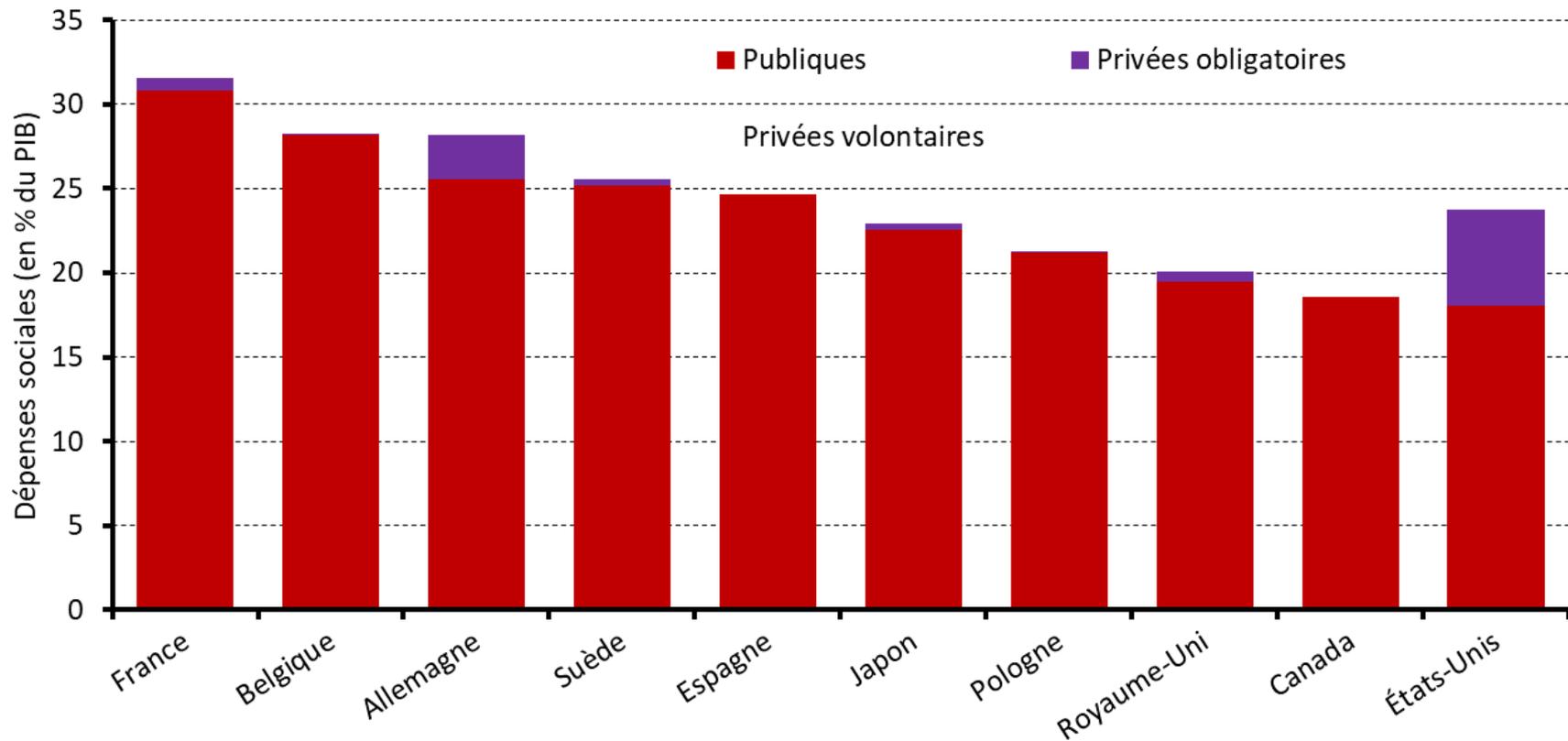


Source: World Health Organization

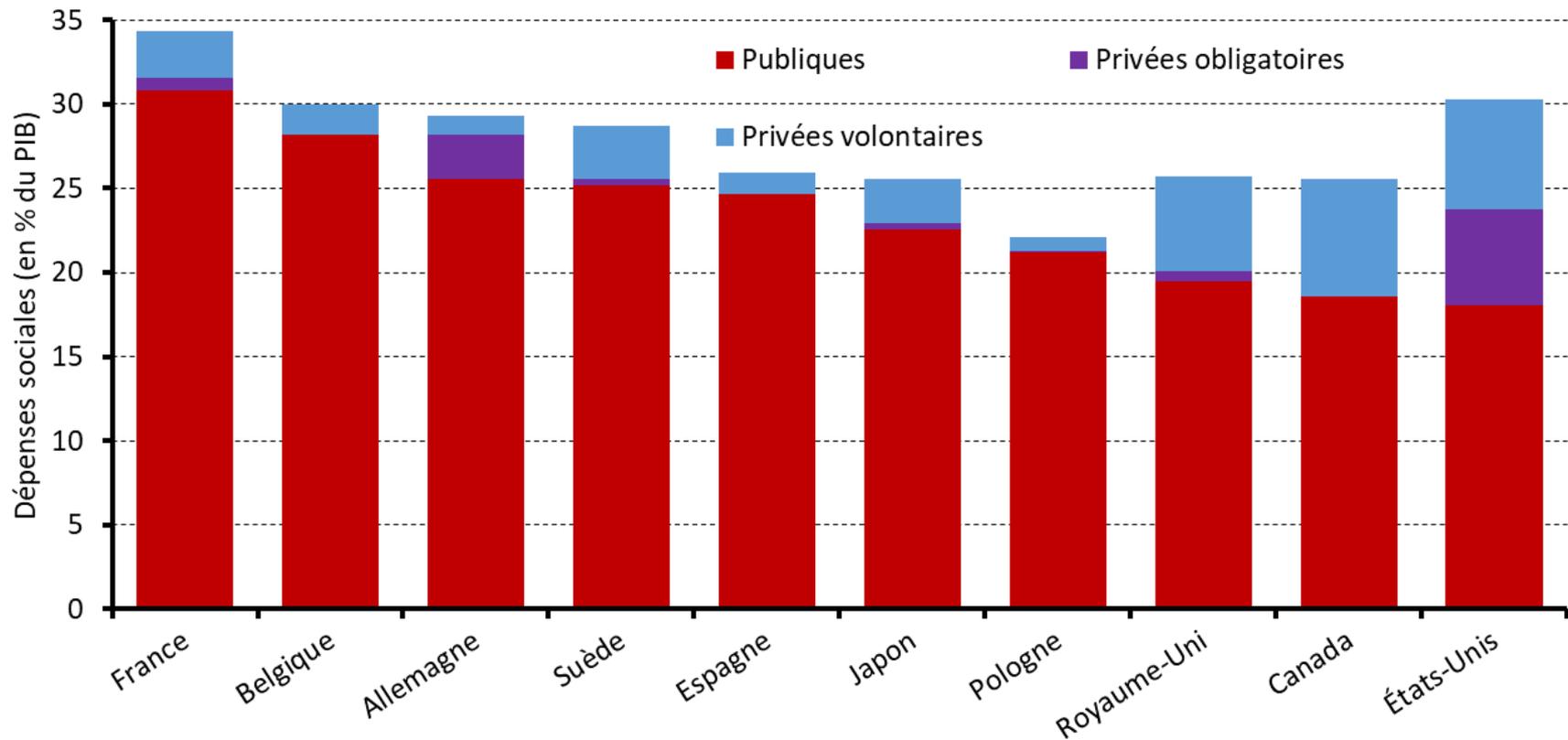
Dépenses sociales, par type



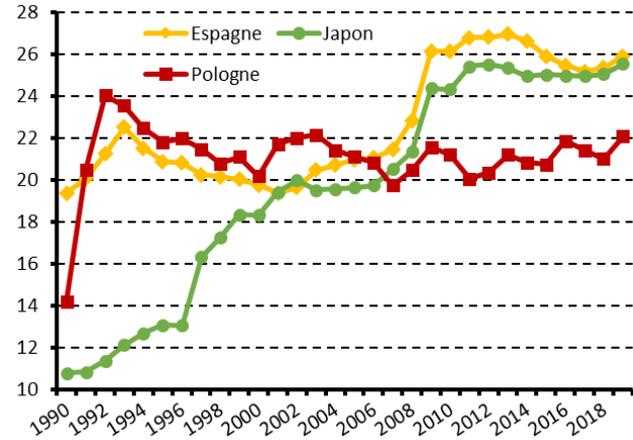
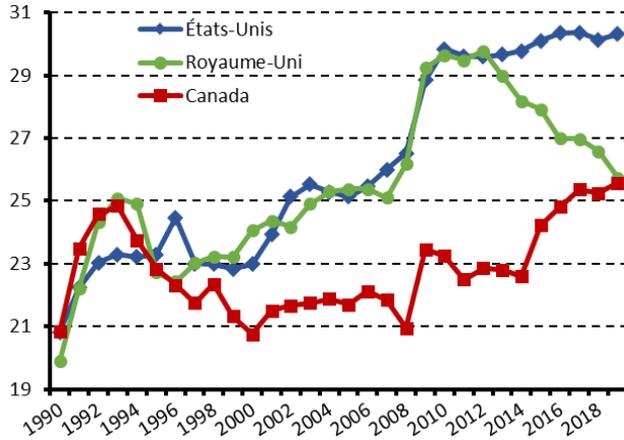
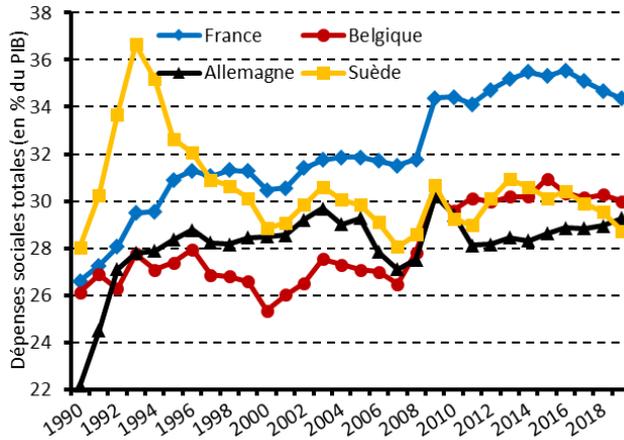
Dépenses sociales, par type



Dépenses sociales, par type

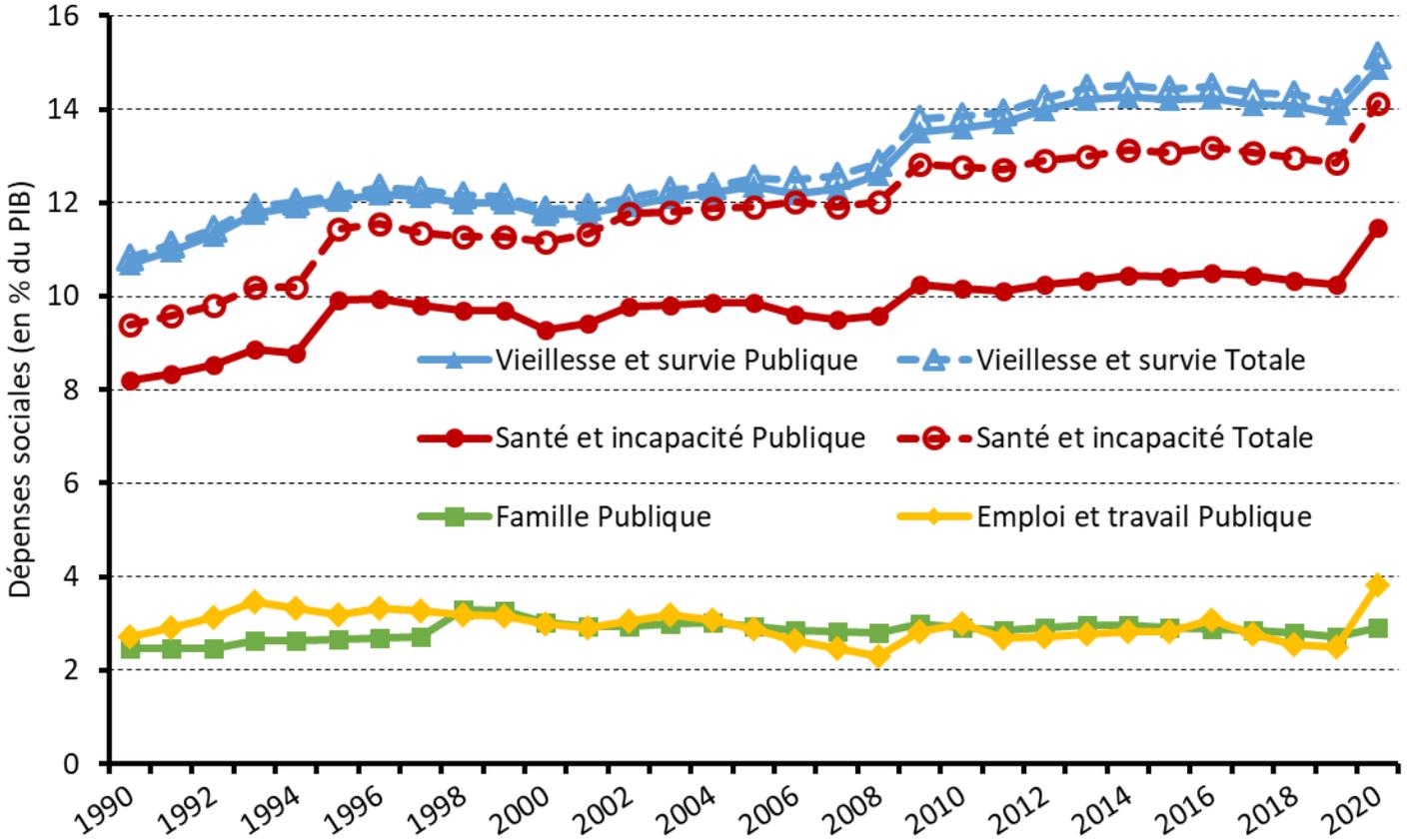


Évolution des dépenses sociales



OCDE

Composition des dépenses sociales



Protection sociale, type de risque

Risque pas encore réalisé : assurance

Vieillesse (durée d'inactivité après l'activité), autonomie
Incapacité, santé, chômage

Risque déjà réalisé : assistance

Famille, logement, pauvreté, santé

Aucun des deux

Politiques actives du marché du travail, éducation
Arbitrage entre prévention et guérison

Assurance publique

Le modèle bismarkien

Des mutuelles professionnelles (rationalisées au national)
Gestion par les partenaires sociaux (Allemagne, Belgique)

Le cas Français

Sécurité sociale : fondée en 1945 puis gouvernementalisée
Partiellement géré par syndicats pour chômage et retraites

Différents types d'assurances très régulées

État : sécurité sociale française, santé UK ou Canada
Privé : complémentaires françaises, santé en Suisse

Services publics

Filets de sécurité

Modèle beveridgien : pour ceux exclus d'assurances privés
Pour des assurances, mais également logement social

Service public universel

NHS : service public de santé au Royaume-Uni
Souvent le cas pour l'éducation

Transferts

Redistribution

Assistance (revenus minimum pour actifs ou retraités)
Allocations adultes handicapés, allocations familiales

Subvention

Allocations logement, allocation personnalisée d'autonomie

Incitations

Crédits d'impôt ou subvention pour dépenses privées
Retraites : 401(k) *US*, Riester *D*, REER *QC*, assurance vie PERP
Rénovations thermiques des logements

Plan de la session

1. Variétés de capitalismes
2. Évolution des politiques publiques
- 3. La vision des imperfections de marché**
4. Politiques publiques néolibérales

A. Smith et l'efficacité des marchés

Préfiguration des théorèmes du bien-être

Idée d'aléa moral : moins d'efforts sans l'aiguillon du profit
Allocation des ressources rares : ex. monopole des colonies
L'État ne peut pas connaître tous les besoins individuels

Pas de théorie de mesure du bien-être

Profitabilité financière = profitabilité sociale
Pourtant pour Smith, valeur d'usage \neq valeur d'échange
Idée générale : profit \Rightarrow disposition à payer \Rightarrow bonne chose
Débat à venir entre le *surplus* et le *critère de Pareto*

Nécessité de dépense publique

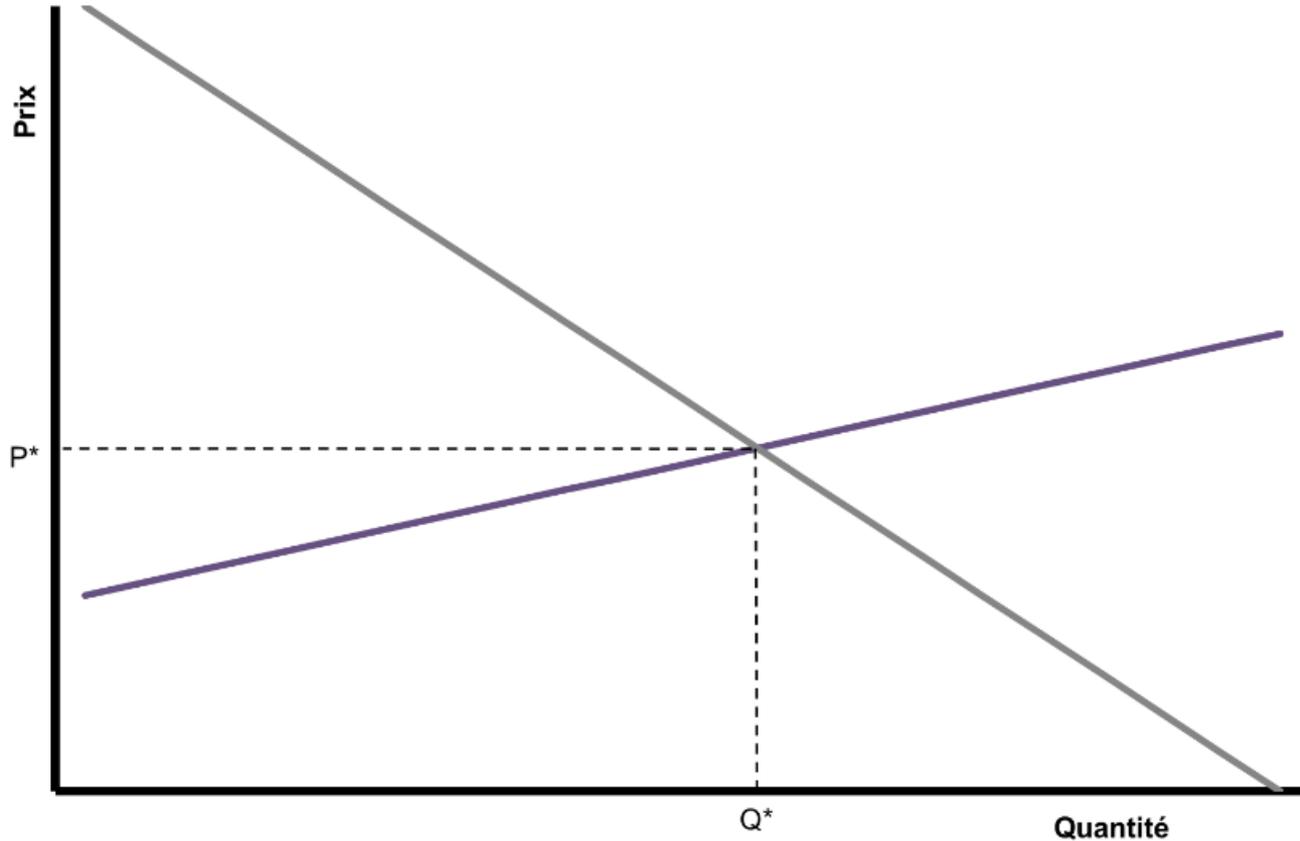
Le premier devoir du souverain, (...) protéger la société de la violence et de l'invasion d'autres sociétés indépendantes. (...)

Le deuxième devoir du souverain, (...) protéger, dans la mesure du possible, chaque membre de la société contre l'injustice ou l'oppression de tout autre membre de celle-ci, ou le devoir d'établir une administration exacte de la justice. (...)

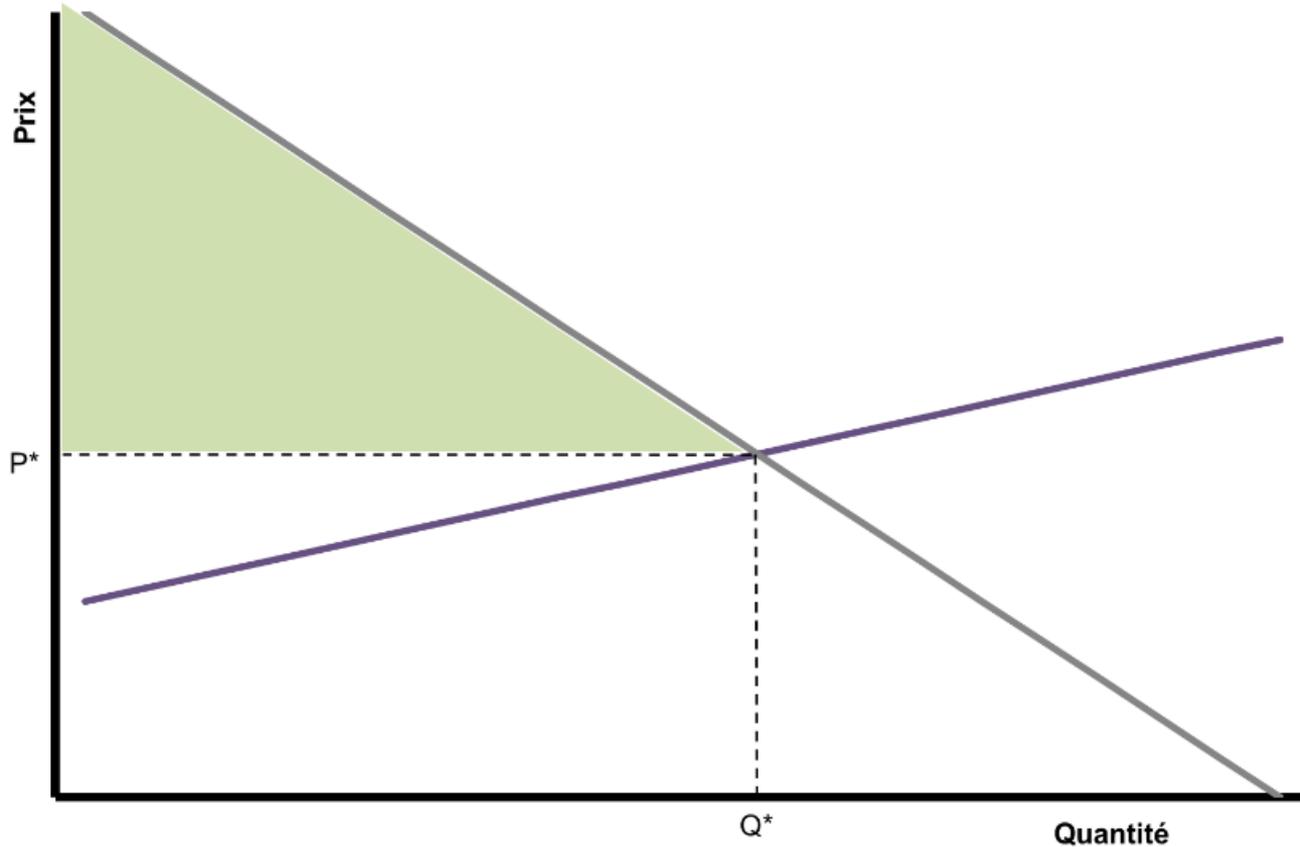
Le troisième et dernier devoir du souverain ou du Commonwealth est celui d'ériger et d'entretenir ces institutions publiques et ces travaux publics qui, bien qu'ils puissent être au plus haut degré avantageux pour une grande société, sont cependant d'une nature telle que le profit ne pourrait jamais rembourser la dépense à un individu ou à un petit nombre d'individus.

A. Smith, WoN

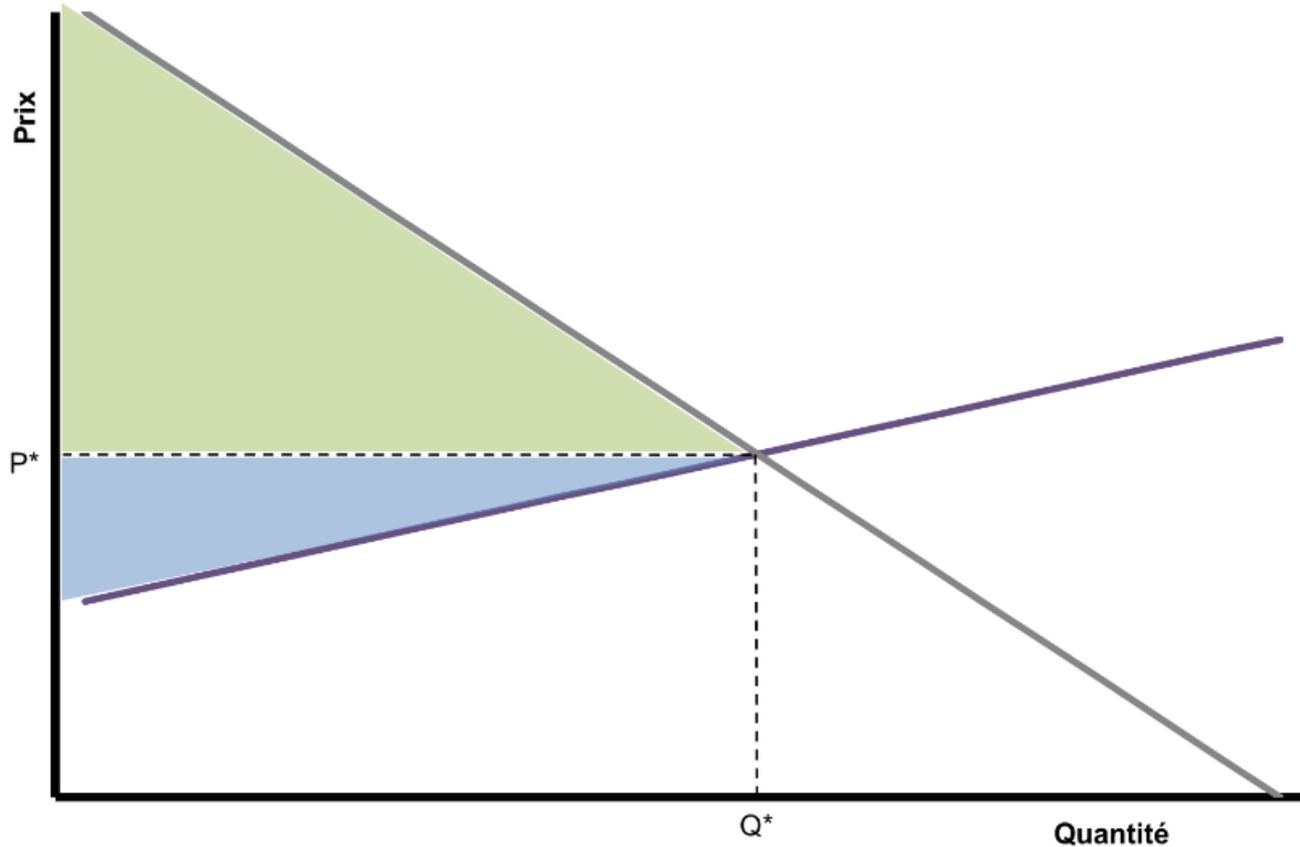
Le surplus du consommateur



Le surplus du consommateur



Le surplus du consommateur



La critique de Pareto

Absence de comparabilité interpersonnelle

L'unité de mesure d'utilité est elle-même une utilité
Utilité de la monnaie dépend des préférences

Et du niveau de revenu (utilité marginale décroissante)

L'unanimité comme seul critère objectif

Pas de comparaison des gains et des pertes

Seul critère objectif s'il n'y a pas de désaccord

Le critère de Pareto

La situation A préférée à B si :

Au moins un individu préfère A à B

Et que personne ne préfère B à A

Du critère à l'optimum de Pareto

Une condition faussement appelée optimum

Un optimum local au sens mathématique

Qui ne correspond en rien au sens générique d'optimum

L'optimum de Pareto

Une situation est un optimum de Pareto si :

Elle n'est dominée par aucune selon le critère de Pareto

Un critère de non gâchis plus qu'un optimum

Une grande multiplicité des optimums de Pareto

Si pas optimum de Pareto : il existe mieux pour tous

Le 1^{er} théorème du Bien-Être

1^{er} th. du BE : Si les marchés sont complets et en concurrence pure et parfaite, alors l'équilibre général est un optimum de Pareto

Ne pas sur-interpréter le résultat

Des conditions nécessaires très contraignantes

Pas un optimum absolu mais une efficacité allocative

Absence de gâchis : autre situation ferait des perdants

Efficacité allocative des marchés

→ ***en pratique : l'optimum de pareto atteint par le marché est le maximum du surplus***

L'économie d'échange pure

Exemple de Robinson et Vendredi sur l'île

Des arbres fruitiers sans culture : 10 pommes par jour

Situation économique : distribution des pommes

Optimum de Pareto si $pommes_{Robinson} + pommes_{Vendredi} = 10$

Par exemple : $pommes_{Robinson} = 10, pommes_{Vendredi} = 0$

Plus complexe si des pommes et des poires

5 pommes et 5 poires par jour : allocation (pom, poi)

Robinson = (5,0) et Vendredi = (0,5) non optimale

Il existe un échange mutuellement avantageux

Boite d'Edgeworth et courbe des contrats

Moins trivial avec production

Production sur l'île de Robinson et Vendredi

Pas forcément 10 pommes par jour

Si entretien du verger avec du travail (irrigation, taille...)

La production peut passer à 15 pommes par jour

L'allocation 10 - 0 n'est plus efficace

En donnant 3 pommes / jour à Vendredi contre son travail

Robinson obtient au final 12 pommes au lieu de 10

Changement mutuellement avantageux

Mais toujours beaucoup d'optima très différents

Intuition de la démonstration

Pas d'échange mutuellement avantageux

Pas d'échange de facteur plus productif

Pas de changement des biens produits

Intuition de la démonstration

Pas d'échange mutuellement avantageux

Pour chaque couple de bien, tous les *TMS* sont égaux

Pas d'échange de facteur plus productif

Pas de changement des biens produits

Intuition de la démonstration

Pas d'échange mutuellement avantageux

Pour chaque couple de bien, tous les TMS sont égaux
Or chacun consomme tel que $TMS = \text{rapport des prix}$

Pas d'échange de facteur plus productif

Pas de changement des biens produits

Intuition de la démonstration

Pas d'échange mutuellement avantageux

Pour chaque couple de bien, tous les TMS sont égaux
Or chacun consomme tel que $TMS =$ rapport des prix

Pas d'échange de facteur plus productif

Pour chaque couple de facteur, tous les $TMST$ sont égaux

Pas de changement des biens produits

Intuition de la démonstration

Pas d'échange mutuellement avantageux

Pour chaque couple de bien, tous les TMS sont égaux
Or chacun consomme tel que $TMS = \text{rapport des prix}$

Pas d'échange de facteur plus productif

Pour chaque couple de facteur, tous les $TMST$ sont égaux
Or chacune telle que $TMST = \text{rapport prix des facteurs}$

Pas de changement des biens produits

Intuition de la démonstration

Pas d'échange mutuellement avantageux

Pour chaque couple de bien, tous les TMS sont égaux
Or chacun consomme tel que $TMS =$ rapport des prix

Pas d'échange de facteur plus productif

Pour chaque couple de facteur, tous les $TMST$ sont égaux
Or chacune telle que $TMST =$ rapport prix des facteurs

Pas de changement des biens produits

Pour chaque consommateur et producteur $TMS = TMT$

Intuition de la démonstration

Pas d'échange mutuellement avantageux

Pour chaque couple de bien, tous les TMS sont égaux
Or chacun consomme tel que $TMS =$ rapport des prix

Pas d'échange de facteur plus productif

Pour chaque couple de facteur, tous les $TMST$ sont égaux
Or chacune telle que $TMST =$ rapport prix des facteurs

Pas de changement des biens produits

Pour chaque consommateur et producteur $TMS = TMT$
Or le le $TMT = Cm_x / Cm_y = p_x / p_y = TMS$

Le 2nd théorème du Bien-Être

2nd th. du BE : Tout optimum de Pareto peut être atteint par un processus de marchés complets et en concurrence pure et parfaite, à condition de bien choisir les allocations initiales.

Le principe d'une redistribution non distorsive

Taxe modifiant les prix relatifs produit une perte sèche

Seuls les prélèvements forfaitaires sont non distorsifs

Certains économistes défendent l'imposition des héritages

Intervention publique et th. du BE

Une intervention publique en trois temps

1. Choix de l'optimum de Pareto préféré
2. Redistribution idoine des dotations initiales
3. Protection du fonctionnement libre des marchés

Les interventions nécessaires

1. Dictateur éclairé ou processus de choix social
2. Mise en place d'un système de taxes et transferts
- 3a. Contrôle de la concurrence, répression des fraudes
- 3b. Correction des défaillances de marché

1. Comment choisir l'optimum ?

Choix social éclairé vs campagne électorale

Les limites de l'analyse économique

Analyse normative des optima sociaux

Dans la réalité : négociation, luttes d'intérêts, ...

La science politique étudie les stratégies des acteurs

Le question de l'analyse économique

Comment définir une préférence sociale ?

→ *un choix collectif par combinaison de préférences individuelles*

Et mettre en place un mécanisme révélateur ?

→ *constitution avec mécanisme (vote ?) de détermination du choix*

L'analyse de la théorie du choix social (3^{ème} th. du BE ?)

1. *Le théorème d'Arrow*

Recherche axiomatique d'une constitution

Préférence sociale $>_s$, fonction des préf. individuelles $>_i$
Choix de “bonnes” caractéristiques, quelles fonctions ?

Les conditions des “bonnes” fonctions

1. Universalité (tous les jeux de préférences sont envisagés)
2. Unanimité (si $A >_i B$ pour tout le monde, alors $A >_s B$)
3. Transitivité (si $A >_s B$ et $B >_s C$, alors forcément $A >_s C$)
4. Indépendance des alternatives non pertinentes :
 $A >_s B$ ne dépend pas des préf. envers C : non manipulabilité

1. Théorème d'impossibilité

Il n'existe qu'une seule fonction de choix social vérifiant les 4 conditions : la dictature

Le vote ne convient pas

Vote à deux tours, primaires : alternatives non pertinentes

Vote majoritaire : transitivité (paradoxe de Condorcet)

Choix entre A , B et C : $\frac{1}{3}$ préférences $A >_i B >_i C$
 $\frac{1}{3}$ préférences $B >_i C >_i A$
 $\frac{1}{3}$ préférences $C >_i A >_i B$

→ Résultats du vote : $A >_i B >_i C >_i A >_i \dots$

2. Quand redistribuer ?

Une fois pour toutes, début d'une ère

Distributions déjà faites, accumulation primitive ?

Question d'égalité de chances/mobilité intergénérationnelle

A chaque génération

Le principe d'un impôt confiscatoire sur les héritages

Entériner définitivement les aléas de la vie

Impôt de loin le plus impopulaire

Annuellement

Le début d'un cycle est toujours la fin d'un autre

2. Comment redistribuer ?

Un seul type de transferts non distorsif

Prélèvements/allocations ne changent pas comportements
Indépendants des comportements : transferts forfaitaires
Problème démocratique des prélèvements forfaitaires

La question des impôts les moins distorsifs

Flat tax sur les revenus, taxe uniforme sur la consommation
Taxation à la Ramsey (1927) selon l'élasticité de la demande
En contradiction avec des principes d'équité (nécessités)
Le principe de la fiscalité optimale

2. La redistribution en pratique

Volonté de redistribuer plus que la *flat tax*

Smith, impôt selon capacités contributive = selon revenu
Croissance de la défense de la progressivité au XX^{ème} siècle
Arguments en utilité marginale du revenu

Redistribution monétaire et capabilités

La question des inégalités ne concerne pas que les revenus
Mais également l'accès aux marchés, aux biens publics
En particulier, la question de l'éducation

3a. Les conditions de la CPP

Les 5 conditions : tout le monde *price takers*

Atomicité (et plus généralement la convexité)

Libre entrée

Libre circulation des facteurs

Homogénéité

Transparence de l'information

La complétude des marchés

En intertemporel, il faut tous les marchés contingents

Les marchés financiers peuvent-ils compléter les marchés

3b. Les défaillances de marché

Atomicité	}	Oligopoles (restriction de la production)
Libre entrée		
Libre circulation		
Homogénéité	}	Concurrence monopolistique (quantité/diversité)
Information	}	Externalités, biens publics, aléa moral, sélection
Complétude	}	Stabilité et planification intertemporelle

Plan de la session

1. Variétés de capitalismes
2. Évolution des politiques publiques
3. La vision des imperfections de marché
- 4. Politiques publiques néolibérales**

Qu'est-ce que le néolibéralisme ?

Un certain type de politiques économiques

Reagan, Thatcher, etc.

Un courant de pensée / une doctrine

Friedrich Hayek, Milton Friedman, etc.

La période dans laquelle nous vivons

“Zeitgeist” néolibérale

Un stade du capitalisme

Le capitalisme financier dérégulé

Tout ce avec quoi on n'est pas d'accord

La marchandisation, l'impérialisme américain...

Les précurseurs / initiateurs

Le colloque Lippmann, Paris 1938

Walter Lippmann (1889-1974)

Rejette le laissez-faire et le libéralisme classique

Pas de loi naturelle, néolibéralisme proche de social-dém.

Forme de libéralisme compatible avec l'intervention de l'État

Participants : R. Aron, L. von Mises, F. Hayek

La Société du Mont Pèlerin

Création : Hayek en 1947, par opposition au keynésianisme

Refus des politiques interventionnistes → dérives totalitaires

Groupe d'économistes, hommes politiques et philosophes

Promotion du libéralisme et de la libre-entreprise

H. Simons, M. Friedman, A. Burns, K. Popper, G. Stigler

Vers une définition

Le « libéralisme classique »

Marché = instance naturelle

Concurrence toujours bonne (rôle de l'État = la soutenir)

Le « néolibéralisme » opère une vision différente

L'État construit le marché, le marché est ce qui légitime l'État

Plus un « style de pensée » qu'une réelle école

Quelques principes du néolibéralisme

Marchés défailants → introduire plus de concurrence

Législation : ne pas limiter concurrence, la rendre + efficace

Le modèle efficace est celui d'une entreprise

→ gestion publique managériale, mécanismes de prix

Le cas du marché du travail

Rapprocher le marché du travail de la concurrence

Que les salariés soient *preneurs de prix*

Décentralisation des négociations, contre « cartel » syndical

Flexibilisation de la relation → licenciement

FR : Loi El Khomri 2016, ordonnances travail Macron 2017

Augmenter l'offre individualisée

Autoentrepreneuriat FR, contrats zéro heure UK, minijobs D

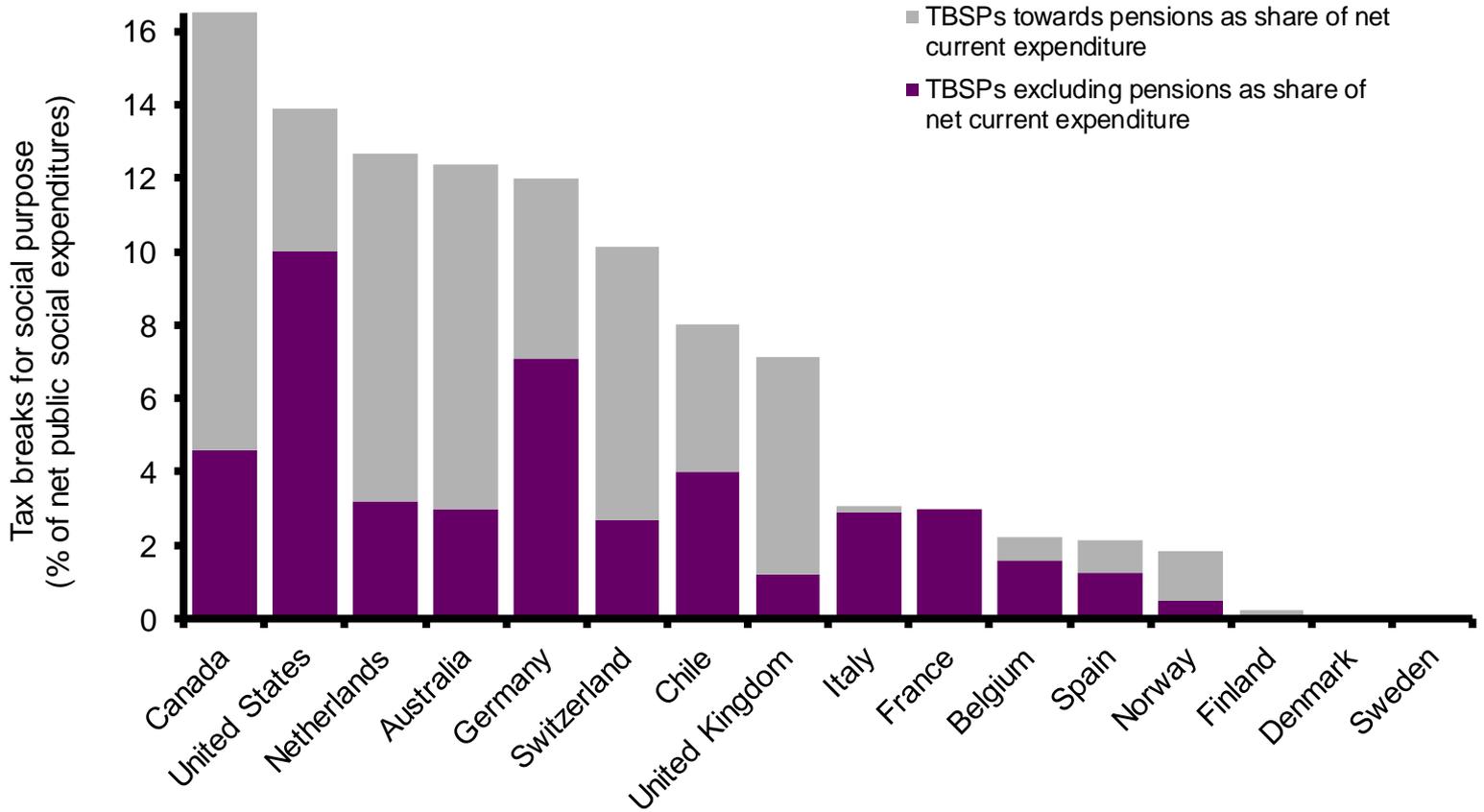
Réduire les possibilités extérieures – assurance chômage

Réforme chômage FR – 2017-2024 ; lois Hartz D – 2004-2008

Ajustements par les prix : focalisation du coût

Limitation du salaire minimum, allègements des cotisations...

Incitations fiscales



Source: OECD, SOCX

Les politiques incitatives

Orienter les équilibres de marché

Incitations fiscales à la rénovation énergétique

À prendre une complémentaire retraite

Bonus-malus environnemental

Démographie médicale par les incitations

Prépondérance de la notion d'aléa moral

Lutter contre les "abus" → principes de co-paiement

Ou inversement de subvention sur paiement privé

Principe du libre choix

Individu sait mieux ce qui est bon, il choisit sur le marché

Le prix révèle la qualité

La question du revenu universel

Des versions contradictoires

Version socialisante : hausser le salaire de réservation

Version existante : rationalisation de l'existant (RSA+PA)

Version libérale : minimum vital puis laisser les marchés

Des libéraux défendent fortement le *RU*

Milton Friedman propose un mécanisme de ce type

En échange du retrait des autres dispositifs sociaux

Financé par un impôt peu distorsif (flat tax)

Redistribution minimale et absence d'interférence étatique

Les moyens de diffusion

Création de « Think Tank »

Mettant en relation penseurs, experts et politiques

Participent aux élections (Thatcher 1979, Reagan 1980)

Noam Chomsky, Edward Hermann (1988) *Manufacturing Consent*, Pantheon Books

Julia Cagé (2018) *Le prix de la démocratie*, Fayard

Aspects internationaux du néolibéralisme

Institutions telles que le Fonds Monétaire International

Dans le contexte des crises de la dette

Amérique centrale et latine dans les années 1990

Transition économique des ex-pays de l'URSS

Crises de la dette post-2008 en Europe (commission, BCE...)

On parle de “consensus de Washington”

***Problèmes économiques
et intervention publique***

Séance 1
Problématiques générales